

Subject: FW: Your email April 2010 eBulletin has been sent
Date: Wednesday, March 23, 2011 12:17:07 PM GMT-04:00
From: Craig Forcese

Subject: April 2010 eBulletin



Canadian Council on International Law
Conseil canadien de droit international

eBulletin

Volume 36 Issue 1 - April 2010
Volume 36 édition 1 - avril 2010

In This Issue

[Timothy Wilson](#)

[Sir Ian Brownlie](#)

[Rémy Beaugregard](#)

[Guidelines for Submissions](#)

[Directives pour les soumissions](#)

[New Publication - A Guide to
International Law Careers](#)

In Memoriam

Timothy Wilson (LL.B. 1996, LL.M. 1999)



La Faculté de droit a appris avec une profonde tristesse le décès de Timothy Wilson (LL.B. 1996, LL.M. 1999), qui s'est éteint le 15 avril 2010 à l'âge de 59 ans.

M^e Wilson était avocat-conseil à la direction générale du droit à la Cour suprême du Canada et a enseigné plusieurs années à temps partiel au Programme de common law en français.

Une messe sera célébrée à sa mémoire à l'Église unie de Bell's Corner (3955 Richmond Road, Nepean, ON - au coin de la Richmond et Moodie Drive)

le 29 avril 2010, à 16h. Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à un fonds créé pour son fils, Yangyang Shan (Xinxin). Veuillez adresser vos chèques à l'ordre de Yangyang Shan. Vous pouvez déposer vos chèques lors du service funèbre, ce jeudi, ou les remettre à Amanda Turnbull, au FTX 108.

Un buffet chinois sera servi à l'issue de la célébration.

It was with profound sadness that the Faculty of Law learned of the death of Common Law alumnus Timothy Wilson (LL.B. '96; LL.M. '99), who passed away on April 15, 2010 at the age of 59.

Mr. Wilson worked as legal counsel in the Law Branch of the Supreme Court of Canada, and was a part-time professor for many years in the French Common Law Program.

A memorial service will be held at Bell's Corners United Church (3955 Richmond Road, Nepean, ON - corner of Richmond and Moodie Drive) on April 29, 2010 at 4:00 p.m. In lieu of flowers, donations to a fund for his son, Yangyang Shan (Xinxin), would be appreciated. Cheques can be made out to Yangyang Shan and can either be dropped off at the memorial service on Thursday or with Amanda Turnbull in FTX 108.

Chinese buffet will follow the memorial service.

Sir Ian Brownlie

The Canadian Council on International Law notes with great sadness the passing of Sir Ian Brownlie, one of the foremost living publicists of international law, who was tragically killed in a car crash in Egypt in January 2010. He will be particularly remembered to Canadian international lawyers as a most-valued member of the team that represented Canada in the Gulf of Maine Case before the International Court of Justice in the 1980's (Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area, I.C.J. Reports 1984, p. 246).

Sir Ian had practised in both public international law and human rights since 1967 and appeared in the broadest range of international tribunals, including the International Court of Justice, the European Court of Human Rights and the European Court of Justice. He also acted as an arbitrator in a number of major cases. At the time of his death he was involved in cases in the International Court of Justice, the European Court of Human Rights and the European Court of Justice, and was recently re-elected for his third five-year term to the International Law Commission, the United Nations body of experts concerned with the codification of international law.

Among his many accomplishments, Sir Ian was the Chichele Professor of Public International Law, University of Oxford; Member (and subsequently Chairman) of the International Law Commission; Joint Editor, Senior Editor and Chairman of the Editorial Committee of the British Year Book of International Law; Membre de l'Institut de Droit International; Fellow of the British Academy; Director of Studies and Member of the Executive Council of the International Law Association. Sir Ian was also invited to give the General Course of lectures on Public International Law of the Hague Academy of International Law in 1995 (in celebration of the fiftieth anniversary of the United Nations).

Sir Ian wrote extensively, and published many classic and seminal works. Among them may be mentioned : Principles of Public International Law (1st ed., 1966, 7th ed. 2008, also in Russian, Japanese Portuguese Chinese and Korean editions); Basic Documents in International Law, Basic Documents on Human Rights; International Law and the Use of Force by States; System of the Law of Nations: State Responsibility Part I; The Rule of Law in International Affairs; and African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopedia

Sir Ian was knighted for services to Public International Law in the Queen's Birthday Honours in June 2009.

Le Conseil canadien du droit international note avec une grande tristesse le décès de Sir Ian Brownlie, l'un des publicistes le plus renommé du droit international, qui a été tragiquement tué dans un accident de voiture en Égypte en janvier 2010. Il sera particulièrement estimé par des avocats canadiens du droit international comme membre clé de l'équipe qui a représenté le Canada dans l'affaire du golfe du Maine devant la Cour internationale de Justice dans les années 1980 (Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine, arrêt, C.I.J. Recueil 1984, p. 246).

Sir Ian a pratiqué à la fois en droit international public et droits de l'homme depuis 1967 et est apparu dans le plus large éventail de tribunaux internationaux, notamment la Cour internationale de Justice, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour européenne de justice. Il a également agi comme arbitre dans un certain nombre de cas majeurs. Au moment de sa mort, il a été impliqué dans des affaires devant la Cour internationale de Justice, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour européenne de justice, et a récemment été réélu pour un troisième mandat de cinq ans à la Commission du droit international, l'organe des Nations Unies d'experts concernés par la codification du droit international.

Parmi ses nombreuses réalisations, Sir Ian a été le professeur Chichele de droit international public, Université d'Oxford, membre (et ensuite président) de la Commission du droit international; coéditeur, rédacteur en chef et président du comité de rédaction du *British Yearbook of International Law*; membre de l'Institut de Droit international; fellow de la British Academy, directeur des études et membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international. Sir Ian a aussi été invité à donner le cours général de conférences sur le droit international public de l'Académie de La Haye de droit international en 1995 (à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies).

Sir Ian a beaucoup écrit et publié de nombreux ouvrages classiques et précurseurs. Parmi eux, on peut mentionner: *Principles of Public International Law* (1re éd., 1966, 7e éd. 2008, également dans éditions en russe, japonais, chinois,

coréen, et portugais); Basic Documents in International Law, Basic Documents on Human Rights; International Law and the Use of Force by States; System of the Law of Nations: State Responsibility Part I; The Rule of Law in International Affairs; et African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopedia.

Sir Ian a été fait chevalier pour services rendus à droit international public à l'occasion de l'anniversaire de la Reine en juin 2009.

Les membres du personnel profondément attristés par le décès de leur président

Montréal, le 9 janvier 2010 - C'est avec une profonde tristesse que les membres du personnel de Droits et Démocratie ont appris le décès soudain de leur président, monsieur Rémy M. Beauregard.

Le décès de monsieur Beauregard constitue une perte incommensurable pour Droits et Démocratie et ses partenaires à travers le monde. Nommé à la présidence de l'organisation par le gouvernement du Canada, monsieur Beauregard avait débuté son mandat de cinq ans le 7 juillet 2008. Dès son arrivée, il s'est engagé cœur et âme dans le travail de Droits et Démocratie et s'est intéressé de très près aux projets des partenaires de l'organisation. Homme de terrain, il a effectué des visites notamment en Afghanistan, en Haïti, en Chine, en Colombie pour voir comment les projets appuyés par Droits et Démocratie prenaient forme.

Droits et Démocratie tient à exprimer ses plus sincères condoléances à madame Suzanne Trépanier, l'épouse bien-aimée et meilleure amie de monsieur Beauregard. Homme de cœur, il avait tissé des relations chaleureuses et amicales avec les membres du personnel à qui il manquera cruellement.

Rémy M. Beauregard, 1943-2010

Rémy M. Beauregard a mené une brillante carrière vouée à la promotion et à la protection des droits de la personne au Canada et à l'étranger. Parmi ses multiples réalisations, il a occupé le poste de directeur général de la Commission ontarienne des droits de la personne et a collaboré avec des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile à l'établissement d'institutions nationales de défense des droits de la personne dans de nombreux pays en développement.

Peu après la nomination de M. Beauregard à la tête de Droits et Démocratie, Janice Stein, alors présidente du conseil d'administration, a déclaré « le Conseil d'administration et le

personnel se réjouissent de travailler avec M. Beauregard et de profiter de sa grande expérience dans la gestion et le renforcement des organismes de défense des droits humains au Canada et à l'étranger . Mme Stein a également salué le fait que monsieur Beauregard ait œuvré dans un certain nombre de pays prioritaires pour Droits et Démocratie et avec certains des partenaires institutionnels.

Le président de Droits et démocratie est nommé par décret du gouvernement du Canada. M. Beauregard avait entamé son mandat de cinq ans le 7 juillet 2008.

M. Beauregard était titulaire d'un baccalauréat en histoire de l'Université d'Ottawa et d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique. De 1986 à 2001, il a occupé des postes supérieurs au sein de la fonction publique de l'Ontario, notamment à titre de directeur exécutif de la Commission ontarienne des droits de la personne, poste qu'il a occupé pendant sept ans jusqu'à sa retraite de la fonction publique de l'Ontario. Il a également mis sur pied le Secrétariat permanent de l'Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne, dont il est devenu le premier secrétaire général.

Sur le plan international, monsieur Beauregard a travaillé en tant que conseiller en matière de gouvernance internationale et de fonction publique. Il a conseillé la Commission constitutionnelle du Rwanda sur la planification du référendum de 2003 sur l'adoption de la nouvelle constitution du pays. Il a aussi donné des conseils sur l'élaboration d'une loi visant la mise en place d'une institution nationale des droits de la personne au Congo. De 2003 à 2006, il a été le conseiller international en matière de développement institutionnel à la Commission des droits de la personne de l'Ouganda. En 2005, monsieur Beauregard a élaboré le Manuel des politiques et procédures de l'intégrité pour le compte de la Commission de la vie publique de Trinité-et-Tobago. En décembre 2006, il a travaillé avec War Child Canada afin de mettre en œuvre et de gérer le programme de défense juridique du Nord de l'Ouganda pour les enfants touchés par des conflits. En septembre 2007, monsieur Beauregard a offert une formation sur l'éthique publique aux fonctionnaires des provinces de Beijing et Hebei.

M. Beauregard a également été professeur agrégé au Département de sciences politiques de l'Université Laurentienne à Sudbury.

Rémy M. Beauregard est décédé le 8 janvier 2010.

The staff of Rights & Democracy deeply saddened by the death of their President

MONTREAL - January 9, 2010- The entire staff at Rights & Democracy is deeply saddened by the sudden death of their President, Rémy M. Beauregard.

Mr. Beauregard's death is a terrible loss for Rights & Democracy and its international partners, in whose work he took a keen and active interest. Appointed by the Government of Canada, Mr. Beauregard began his five year term as President on July 7, 2008. He quickly invested himself heart and soul in the work of Rights & Democracy and made special efforts to witness our projects being implemented on the ground in Afghanistan, Haiti, China, Colombia and other countries.

Rights & Democracy wishes to express its deepest condolences to Mr. Beauregard's loving wife and best friend, Suzanne Trépanier. Mr. Beauregard took great pleasure in regaling his staff with stories about his life with Suzanne, and in doing so established a warm and friendly rapport with his employees that will be missed by all.

Rémy M. Beauregard, 1943 - 2010

Rémy M. Beauregard led a distinguished career in the promotion and protection of human rights in Canada and internationally. Among his many accomplishments, he served as the Executive Director of the Ontario Human Rights Commission and worked with United Nations agencies and civil society organizations for the establishment of national human rights institutions in numerous developing countries.

At the time of his appointment, Janice Stein, then Chairperson of Rights & Democracy's Board of Directors, said "The Board of Directors and staff look forward to benefiting from his extensive experience in managing and strengthening human rights agencies in Canada and overseas." Ms. Stein also welcomed the fact that Mr. Beauregard had worked in a number of Rights & Democracy's priority countries and with a number of its institutional partners.

The President of Rights & Democracy is an Order-in-Council appointment of the Government of Canada. Mr. Beauregard began his five year term on July 7, 2008.

M. Beauregard earned a Bachelors in History from the University of Ottawa and an MA in Public Administration from the École nationale d'administration publique. He held senior positions in the Ontario public service between 1986 and 2001, including seven years as Executive Director of the Ontario Human Rights Commission, a position he held until his retirement from the Ontario public service. He also established the permanent secretariat of the Canadian Association of Statutory Human Rights Agencies and became its first executive secretary.

At the international level, Mr. Beauregard worked as an adviser on governance and public service. He advised the Legal and Constitutional Commission of Rwanda in its planning for the 2003 referendum on Rwanda's new constitution. He also provided advice on the development of legislation for a national human rights institution in the Democratic Republic of the Congo. From 2003 to 2006, he was International Institutional Development Advisor to the Uganda Human Rights Commission. In 2005, Mr. Beauregard developed the Policies and Procedures Manual of Trinidad and Tobago's Integrity Commission. He worked with War Child Canada in 2006 to implement and manage the Northern Uganda Legal Defence Project for children affected by conflict. In 2007, he provided public ethics training to officials of the provinces of Beijing and Hebei.

M. Beauregard also served as Associate Professor in the Department of Political Science at Sudbury's Laurentian University.

Rémy M. Beauregard passed away on Jan. 8, 2010.

Call for Submissions

The Canadian Council on International Law's eBulletin invites both members and non-members to submit articles, commentaries and book reviews, in English or French, to be considered for its forthcoming issue. Currently, we are accepting submissions on all public and private international law topics.

The eBulletin is intended to inform CCIL members of public international law issues and developments, as well as CCIL news and events. The eBulletin is published several times a year and endeavours to be an inter-disciplinary resource for professionals, students and academics.

The eBulletin reserves the right to make editorial changes to all contributions as necessary before publication to ensure correctness of spelling, grammar and conformity to style.

Submissions should not exceed 1500 words, including footnotes. Footnotes should conform to the Canadian Guide to Uniform Legal Citation (current edition). Please send electronic versions only (Microsoft Word format), of your typed, double-spaced submission for consideration in care of the CCIL Office Manager: manager@ccil-ccdi.ca.

All contributions will be subject to a critical review before acceptance.

Guidelines for Submissions

Articles, commentaries and book reviews published in the Canadian Council on International Law's ("CCIL") eBulletin provide brief accounts and analyses of significant legal developments, newsworthy events and timely topics related to public and private international law.

The eBulletin publishes both original work and previously published work, provided that the author maintains copyright over the previously published work and/or has obtained permission from the publication in which it originally appeared.

Authors should follow these guidelines when drafting for submission to the CCIL's eBulletin:

Drafting

Submissions may in English or French.

Submissions should be concise: typically no more than 1500 words.

With respect to technical specifications, the CCIL requests the following:

1. All submissions should be made in electronic form, preferably in MS Word.
2. Authors should spell-check and proofread all pieces prior to submission.
3. Endnotes/footnotes should be kept to a minimum. Please follow standard citation rules from the current

edition of the McGill Law Journal's *Canadian Guide to Uniform Legal Citation*, (often referred to as the "McGill Guide").

4. Please refrain from the use of tabs, page numbers, page breaks, headers/footers, full justification or underling (e.g. web links or book titles).

Editing and Publication

Authors should be aware that their submissions will be subject to editorial and peer review. The CCIL works closely with authors throughout this process.

Substantive changes to the original draft will be shared with the author. However, basic copy edits and minor, non-substantive changes may not be shared with the author.

Once edited and reviewed, a submission will be formatted by the CCIL and prepared for publication in the eBulletin.

Contact Information

The CCIL encourages both members and non-members to provide their work to the Office Manager at following email address: manager@ccil-ccdi.ca.

Appel à textes

Le bulletin électronique du Conseil canadien de droit international invite les membres et les non-membres à soumettre des articles, des commentaires et des comptes-rendus de livres en anglais et en français qui seraient examinés en vue d'une publication dans le prochain numéro du bulletin. À l'heure actuelle, nous acceptons des textes sur tous les sujets de droit international privé ou public.

Le bulletin électronique vise à informer les membres d'enjeux et de faits nouveaux concernant le droit international ainsi que de l'actualité et des événements du CCDI. Le bulletin électronique est publié plusieurs fois par année et s'efforce d'être une ressource interdisciplinaire à l'intention des professionnels, des étudiants et des universitaires.

Le bulletin électronique se réserve le droit de remanier au besoin le texte de tous les écrits soumis avant leur publication afin de s'assurer de la correction de l'orthographe, de la

grammaire et de sa conformité aux règles de style.

Les textes soumis ne doivent pas dépasser 1500 mots, notes de bas de page comprises. Les notes de bas de page doivent être conformes au Manuel canadien de la référence juridique (dernière édition). Veuillez envoyer uniquement une version électronique (format Microsoft Word) du texte dactylographié à double interligne à l'attention du gestionnaire de bureau du CCDI : manager@ccil-ccdi.ca.

Tous les textes feront l'objet d'une révision critique avant d'être acceptés.

Directives pour les soumissions

Les articles, les commentaires et les comptes rendus de livres publiés dans le bulletin électronique du Conseil canadien de droit international (CCDI) donnent un résumé et des analyses succinctes de faits juridiques nouveaux, d'événements dignes d'intérêt et de sujets d'actualité en rapport avec le droit international public et privé.

Le bulletin électronique publie des travaux inédits et des travaux déjà publiés à condition que l'auteur conserve les droits d'auteur sur les ouvrages précédemment publiés ou qu'il ait obtenu l'autorisation de la publication dans laquelle le texte a été publié à l'origine.

Les auteurs doivent suivre ces directives lorsqu'ils rédigent des textes qu'ils veulent proposer au bulletin électronique du CCID :

Rédaction

Les soumissions peuvent être rédigées en anglais ou en français.

Les soumissions doivent être concises : généralement inférieures à 1500 mots.

Les exigences du CCDI concernant les caractéristiques techniques sont les suivantes :

1. Toutes les soumissions doivent être présentées en format électronique de préférence en MS Word.
2. Les auteurs doivent vérifier l'orthographe et réviser tous leurs textes avant de les soumettre.
3. Veuillez limiter autant que possible les notes en bas de page et les notes en fin de texte. Veuillez suivre les règles de citation habituelles figurant dans la dernière édition du *Manuel canadien de la référence juridique* de la Revue de droit de McGill (souvent appelé le manuel

de McGill).

4. Veuillez ne pas utiliser d'onglets, de numéros de page, de sauts de page, d'en-têtes ou de pieds de page, et veuillez ne pas justifier ni souligner (p. ex. des liens Internet ou des titres de livres).

Édition et publication

Les auteurs doivent savoir que les textes soumis seront évalués par leurs pairs et la rédaction. Le CCDI travaille en étroite collaboration avec les auteurs tout au long du processus.

Les modifications importantes apportées au texte original seront communiquées à l'auteur. Toutefois, il se peut que des révisions élémentaires ainsi que des modifications mineures et de peu d'importance ne soient pas communiquées à l'auteur.

Une fois révisé, le texte soumis sera mis en page par le CCDI et arrangé afin d'être publié dans le bulletin électronique.

Coordonnées

Le CCDI encourage les membres et les non-membres à proposer leurs textes au gestionnaire de bureau à l'adresse courriel suivante : manager@ccil-ccdi.ca.

NEW PUBLICATION **A GUIDE TO INTERNATIONAL LAW CAREERS**

Anneke Smit and Christopher Waters

ISBN 978-1-905221-14-1

Published: 13 January 2010

Price: £25 (members £15)

The experience of many students studying public international law at university is, 'This is fascinating, but what can I do with it? While this Guide in no way detracts from the more intangible reasons to study international law, it is practically focused and explores the options available to law graduates beyond traditional or domestic law career paths.

The range of possible careers is vast—from human rights to investment law and from the courtroom or boardroom to the refugee camp—and the Guide offers a step-by-step approach to considering whether and how to pursue a career in one of these areas. The essential message is that international law jobs are out there and attainable if approached strategically

and with perseverance. The text-written as a series of questions and answers-is supplemented by practitioners' views and experiences, and appendices containing concrete information on the most useful internships, short courses and Master's programmes.

Professor Christopher Waters is the Associate Dean of the Faculty of Law, University of Windsor, Canada, where he teaches Public International Law and International Humanitarian Law. Dr Waters has extensive field experience in the Caucasus and Balkan regions with both NGOs and international organizations, including the Organization for Security and Cooperation in Europe.

Professor Anneke Smit is Visiting Assistant Professor in the Faculty of Law, University of Windsor, Canada. Dr Smit is a former legal counsel of the Canadian Department of Justice where she practised immigration and refugee law. She has also worked with the Organization for Security and Cooperation in Europe's Mission in Kosovo, the Caucasus Institute for Peace Democracy and Development in Tbilisi, Georgia, and Citizenship and Immigration Canada.

To order this book, please email accounts@biicl.org or order it online at <http://www.biicl.org/publications>

Canadian Council on International Law
Conseil canadien de droit international
275 Bay Street